

DISCOURS PRONONCÉ PAR
LE GOUVERNEUR POUR LE ROYAUME-UNI

Monsieur le Président,
Chers collègues gouverneurs,
Mesdames et messieurs les Plénipotentiaires,
Mesdames et messieurs les invités,

Je suis ravi d'être ici durant mes tout premiers jours en tant que ministre du nouveau gouvernement du Royaume-Uni.

Je vous salue de la part du nouveau Premier Ministre, du Premier Ministre adjoint et du Secrétaire d'État au Développement international.

Revenons à l'Afrique. Né en Afrique, en Tanzanie, j'ai passé une partie de ma jeunesse au Kenya. C'est ma première visite en Côte d'Ivoire, mais lorsque j'étais un jeune homme, il m'est arrivé de parcourir en voiture la route que je viens de survoler, de Londres, à travers le Sahara, pour arriver à 4 heures ce matin ! J'étais aussi retourné par la route à travers le Sahara, mais je dois avouer que ce soir j'ai l'intention de rentrer à Londres par avion et non par la route !

Je remercie chaleureusement le Gouvernement de Côte d'Ivoire pour avoir bien voulu accueillir ces Assemblées annuelles et Son Excellence Monsieur le Président de Côte d'Ivoire pour son discours d'ouverture. Nous prenons actuellement des décisions importantes qui poussent la Banque de plus en plus près vers l'institution que nous voulons qu'elle soit.

La réélection du Président Kaberuka est un tribut pour la qualité de son leadership de la Banque. Au cours des cinq dernières années, la BAD a grandi en taille et en rayonnement, et c'est à lui que le mérite doit revenir en grande partie. Donald Kaberuka a apporté à la présidence l'énergie et la détermination, ainsi que son expertise, son savoir et son expérience. Je suis ravi qu'il ait accepté un nouveau mandat de 5 ans.

Nous avons actualisé le Conseil d'administration. Les cinq dernières années, le Royaume-Uni a considérablement accru son investissement dans la BAD, devenant le plus grand contributeur au Fonds africain de développement et œuvrant en étroite collaboration avec la Banque tant au siège que dans les pays. Je me réjouis à l'idée que les changements dont nous avons convenu permettront au Royaume-Uni de jouer au Conseil un plus grand rôle, à la mesure de notre attachement à la Banque et à l'Afrique.

Le triplement du capital de la Banque représente une étape décisive. Nous avons décidé d'un ensemble de réformes et de mesures qui permettront d'obtenir le meilleur rapport qualité-prix pour ces ressources. Je tiens aujourd'hui à souligner l'importance de cet objectif, celui de nous assurer que chaque livre, chaque shilling, chaque pula ou chaque kacha améliore la vie des pauvres. L'AGC est un moyen pour atteindre une fin, ce n'est pas une fin en soi. Ce qui compte ce sont les résultats qu'obtient notre Banque et ce qu'elle offre aux plus pauvres à travers le continent.

Je voudrais me faire bien comprendre en disant que nous tenons à optimiser l'utilisation des ressources. Pour y parvenir il faudra prendre des mesures dans plusieurs domaines – décentralisation des effectifs, transparence, responsabilisation, solide attachement à l'évaluation, réduction des frais d'administration et souci constant d'un niveau élevé de qualité et des résultats réguliers.

Je considère cette augmentation de capital comme une opportunité considérable d'intensifier l'action de la Banque en faveur du secteur privé.

Les nations prospèrent lorsqu'elles deviennent capables de créer leur propre richesse. Et nous savons tous que la richesse ne peut venir que du secteur privé. L'accroissement du développement du secteur privé permettra à un plus grand nombre de pauvres de gagner leur vie ; renflouera les caisses de l'État pour lui permettre de financer des services de meilleure qualité ; créera un cercle vertueux d'opportunités, d'autonomie et de prospérité accrue pour tous.

Dans de nombreux pays d'Afrique, l'esprit d'entreprise et l'énergie abondent et attendent qu'on leur donne libre cours. Ayant moi-même traversé une élection il n'y a pas longtemps, je sais à quel point il importe que les pays aient un gouvernement légitime qui inspire confiance, notamment en maintenant l'État de droit et en réalisant la stabilité des finances publiques.

Pour exploiter ses possibilités, le secteur privé a besoin de financement et de crédits pour les entreprises, petites et grandes ; d'infrastructures adéquates ; d'une main-d'œuvre qualifiée et en bonne santé ; et d'un cadre de réglementation qui permet aux entreprises de prospérer au lieu de les écraser par la bureaucratie ou de les décourager par la corruption.

La crise économique a porté un coup dur aux ambitions du secteur privé en Afrique : les financements sont devenus rares, les investissements ont été mis en veilleuse et les envois de fonds de travailleurs ont régressé. Mais la BAD est bien placée pour prendre l'initiative des efforts renouvelés visant à encourager le secteur privé et à renforcer ses moyens.

Lorsque la Banque présentera sa nouvelle stratégie pour le secteur privé, vers la fin de l'année, je m'attendrai à ce qu'elle prenne en compte les quatre considérations ci-après :

- Premièrement, ciblage de la pauvreté. La Banque a bien fait de concentrer ses interventions dans le secteur privé sur les pays les plus pauvres, notamment dans certains des environnements les plus difficiles. Je voudrais qu'une telle action se poursuive et s'intensifie. La Banque doit aussi s'assurer que ses investissements ont un solide impact sur le développement. L'un de mes principaux critères de la réussite consistera à déterminer dans quelle mesure les populations les plus pauvres ainsi que les pays les plus pauvres d'Afrique bénéficient des emplois et de meilleurs services financiers.
- Deuxièmement, une mise en commun des portefeuilles public et privé de la Banque, ainsi que de son savoir. Je voudrais que toutes les parties de la Banque travaillent de concert pour stimuler la croissance du secteur privé.
- Troisièmement, la contribution de la Banque à l'intégration des marchés en Afrique. Je voudrais que les opérations régionales de la Banque permettent au secteur privé du continent de prospérer par de-là les frontières nationales, donnant un coup de fouet au commerce régional.

- Enfin, nous savons que la Banque ne pourra jamais espérer, à elle toute seule, fournir la quantité d'investissement dont le secteur privé a besoin. Mais elle peut donner le ton et montrer aux investisseurs privés les avantages potentiels de l'exercice de l'activité économique en Afrique. Lorsque nous allons nous réunir à nouveau d'ici un an, et dans les années à venir, je demanderai ce que la Banque a réalisé pour faire en sorte que l'Afrique bénéficie de plus d'investissements et je jugerai sa réussite par l'ampleur des fonds privés qu'elle peut mobiliser pour l'Afrique.

Mesdames et messieurs,

La réalisation des Objectifs de développement pour le millénaire en Afrique demeure un enjeu majeur. Mais il y a ici en Côte d'Ivoire un proverbe qui dit « quelle que soit la profondeur du fleuve on peut le traverser ». Avec le Président Kaberuka à la barre et une Banque dynamique pour nous transporter, nous avons toutes les chances de traverser pour arriver à bon port.